

# **Donald Trump président : le changement c'est maintenant !**

Le nouveau président des Etats Unis n'a pas perdu son temps pour imprimer son empreinte sur la politique intérieure et extérieure de la lère puissance mondiale... Non sans provoquer des vagues de protestations et de réactions qui sont le prélude à une accélération prévisible de l'instabilité et des tensions intérieures comme extérieures. Le changement, c'est maintenant, mais pas forcément celui dont rêve l'homme « le plus puissant du monde ».

Ceux qui croyaient que Donald Trump allait s'assagir en endossant le costume présidentiel se sont trompés. A moins qu'ils n'aient eu raison trop tôt... Au lendemain de son investiture, les choses étaient claires : les attitudes provocatrices et la ligne ultra-droitière étaient bien rentrées à la Maison Blanche, par la porte ou par la fenêtre, peu importe.

## **Tambours et trumpettes**

Cela a commencé par les polémiques risibles sur la taille de la foule qui était venue assister à son investiture. Le nouveau président a tenu, contre l'avis de ses conseillers, à allumer un contre-feu pathétique pour essayer de minimiser les manifestations de protestation massives qui se sont organisées dès le lendemain de son entrée à la Maison Blanche.

Sans attendre, le nouveau président a pris des décrets contre l'Obama Care et contre l'avortement. La portée réelle de ces décrets n'est pas énorme, mais la symbolique était puissante. Dans le même temps, il semait le trouble au plan international en attaquant l'Union européenne et la Chine. Un peu plus tard, il tentait de museler l'Agence de Protection de l'Environnement américaine pour l'empêcher de prendre des positions qui contredirait sa politique extractiviste et

climato sceptique. Le résultat ne s'est pas fait attendre : plusieurs institutions comme le « Badlands national Park » se sont mis à tweeter à frénétiquement pour rappeler quelques douloureuses vérités sur le changement climatique et ses causes. Effet boomerang garanti ! Ensuite, il jetait un froid glacial sur les relations avec le Mexique... Et notre clavier made in China n'est pas assez rapide pour relater toutes ses décisions ou prises de position fracassantes. C'est sans doute la preuve que la Chine n'est pas uniquement un adversaire commercial pour les Etats-Unis, mais cela semble échapper complètement au nouveau président.

En face, la résistance s'organise. Les manifestations de masse représentent un événement historique dans l'histoire des Etats-Unis car elles ont vu converger les mouvements féministes, la jeunesse, le mouvement « Black lives matter » et la classe ouvrière. La gauche radicale a joué un rôle non négligeable, notamment autour de Kshama Sawant et de son organisation « [Socialist Alternative](#) ».

## Que faire ?

Cette irruption du peuple américain sur la scène est prometteuse. Mais encore faut-il qu'une stratégie de résistance claire en émerge. Sur ce point, la partie n'est pas encore gagnée, mais les raisins de la colère sont mûrs.

Le plus grand défi que le mouvement de résistance anti-Trump devra relever est de couper les ponts avec le Parti démocrate. Hillary Clinton a déclaré que « Trump mérite notre soutien » et « qu'il faut lui laisser une chance ». L'âpreté de leurs débats n'était donc qu'une mauvaise comédie. Il n'est donc plus permis d'espérer que les Démocrates puissent encore représenter une alternative ou un moindre mal par rapport à la nouvelle situation. Et l'ère Obama ne doit pas être idéalisée, comme de nombreux médias ont tenté de le faire... Car Barack Obama est quand même le président qui a largué le plus de bombes sur les populations notamment au Proche-Orient. Et son bilan social n'est pas vraiment glorieux.

Pour un nombre croissant d'Américains, il apparaît clairement qu'une nouvelle force doit émerger pour représenter les intérêts de 99% contre l'Establishment représenté par les Républicains comme les Démocrates. Les divergences des 2 grands partis historiques ne portent en réalité que sur les modalités de la domination de la classe capitaliste sur le reste de la population.

## **Socialisme ou barbarie**

La perspective d'une relation de plus en plus turbulente entre les États-Unis et la Chine notamment, avec de sérieux conflits commerciaux et économiques, n'est pas une fiction. Elle suscite à juste titre les craintes des commentateurs capitalistes. Les surenchères militaires et les exercices de musculation se multiplient. Ils sont symptomatiques des divisions profondes qui traversent les classes dirigeantes du monde entier, lesquelles sont de moins en moins capables d'élaborer la moindre réponse, même partielle, à la crise du capitalisme. Tout cela confirme le fait que le capitalisme entraîne l'humanité plus profondément dans la crise et les calamités. Nous gardons toutefois notre optimisme face à ces nuages sombres parce que nous voyons l'autre face de la pièce, avec la résistance croissante des travailleurs et des jeunes du monde entier face au capitalisme et à ses représentants politiques. C'est ce qui ressort le plus clairement de l'opposition de masse à Trump qui s'est déjà amorcée avant même son entrée à la Maison Blanche. La réponse nécessaire à Trump, et au nationalisme de droite dans tous les pays, est la construction d'une alternative populaire de la classe ouvrière avec un programme socialiste clair, c'est-à-dire un programme qui place les intérêts de l'immense majorité de la population avant la soif de profit de quelques-uns.

---

# **Black lives matter : you can't have capitalism without racism !**

Black Lives Matter (« les vies des Noirs comptent ») est un mouvement militant afro-américain qui se mobilise contre la violence ainsi que le racisme systémique envers les Noirs. Les membres de Black Lives Matter organisent régulièrement des manifestations et se mobilisent contre les meurtres de personnes noires par des policiers. Ils accordent une importance particulière au profilage racial, à la brutalité policière ainsi qu'à l'inégalité raciale dans le système de justice criminel des États-Unis.

Le mouvement est né en 2013 sur Twitter avec le hashtag #BlackLivesMatter, à la suite de l'acquittement de George Zimmerman, un Latino-américain coordonnant la surveillance du voisinage, qui avait tué l'adolescent noir Trayvon Martin en Floride.

Le racisme imprègne tous les pores de la société américaine. La police raciste multiplie les arrestations arbitraires et le harcèlement qui dérape trop souvent vers la brutalité et le meurtre. Au moins 193 personnes noires ont été tuées par la police rien qu'en 2016 ! Les politiques économiques racistes, privant les Noirs de l'accès aux bons emplois et au logement, durent depuis la fin de l'esclavage. L'inégalité raciale se perpétue dans le système éducatif en raison du manque d'écoles de qualité et de la montée en flèche des droits de scolarité et des coûts qui affectent de façon disproportionnée les Noirs. Et le système politique, par l'élimination des électeurs, la privation de droits, ainsi que le biais des médias, utilise le racisme pour soutenir cette société profondément inégale.

Tout cela n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience croissante et la détermination croissante à lutter contre le racisme, en particulier au sein de la « génération millénaire » (18-35 ans). Au cours des deux dernières années, le mouvement Black Lives Matter, à travers des manifestations, des marches et des rébellions majeures à Ferguson et à Baltimore, a ébranlé la société américaine.

## **Prise de conscience**

Grâce aux efforts des militants noirs et antiracistes, une prise de conscience contre le racisme s'est développée aux États-Unis. Un sondage récent indiquant une augmentation de 10% du soutien au mouvement Black Lives Matter (de 41 à 51%) démontre l'impact puissant de ce mouvement sur la société américaine. Les jeunes et la plupart des gens de la classe ouvrière sont scandalisés de l'oppression structurelle contre les Noirs et les autres personnes de couleur.

Cette détermination et la volonté grandissante de changer radicalement le système et de lutter contre le racisme sont une base solide pour construire un mouvement de résistance large contre la politique raciste, sexiste et antisociale de Donald Trump.

L'écrivain Shaun King, une des figures dominantes du mouvement, a déjà donné une impulsion dans cette direction en appelant à organiser une vague de boycotts économiques pour mettre fin à la brutalité policière et aux injustices raciales aux États-Unis. Le boycott était organisé à l'échelle nationale, et ciblait :

- des villes entières et des états, comme ce fut le cas en Caroline du Nord contre le projet de loi anti-LGBT ;
- des marques et des sociétés particulières qui s'assoient à l'oppression systémique et en tirent profit ;

– certaines marques et sociétés dont le siège est situé dans des villes et des États notoires pour la brutalité policière et la violence raciale, qui ne font rien ou presque pour s’y opposer ;

– des institutions particulières, y compris des banques, qui financent, informent, forment ou soutiennent autrement l’oppression systémique et la brutalité.

A l’heure où nous écrivons ces lignes, Black Lives Matter organise de grands rassemblements pour protester contre l’investiture et la politique de Donald Trump.

### **Pas de capitalisme sans racisme**

*«Vous ne pouvez pas avoir le capitalisme sans racisme.»* C’est la conclusion à laquelle Malcolm X est parvenu après des années de lutte.

Fred Hampton, dirigeant des Black Panthers à Chicago expliquait que *«Les masses appartiennent à ce que vous appelez la classe inférieure, et quand je parle des masses, je parle des masses blanches, je parle des masses noires et des masses brunes, et les masses jaunes aussi. Nous disons qu’on ne combat pas le racisme avec le racisme. Nous allons combattre le racisme avec solidarité. Nous disons qu’on ne combat pas le capitalisme par le capitalisme noir; On combat le capitalisme avec le socialisme. »*

Le capitalisme est un système dans lequel 1% de la population vit dans le luxe grâce au travail des 99%. Les 10 dernières années de la Grande Récession poussé le système à ses limites. Un tel système, qui a si peu d’autorité sur tant de gens, a besoin d’outils brutaux pour diviser et gouverner les travailleurs. Il y parvient en développant, en injectant et en perpétuant une idéologie qui dit que certaines personnes sont plus précieuses que d’autres. Les idées de racisme, de rôles

et de discriminations de genre, etc., servent à maîtriser toute la classe ouvrière.

Pour lutter contre le racisme, pour arrêter Trump et la droite, ainsi que les politiciens de Wall Street, il faudra continuer à développer ce mouvement et le relier à la construction d'un nouveau parti composé de travailleurs, des jeunes et des gens de couleur. Un parti des 99% qui défende les intérêts des classes populaires de toutes origines.

Kshama Sawant, du mouvement Socialist Alternative a montré la voie à Seattle en organisant la résistance contre la politique répressive et antisociale qui touche à la fois le Noirs et les travailleurs blancs, après avoir arraché une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure. Elle a contraint le maire et le reste du conseil municipal à reculer. Elle était la seule socialiste dans un conseil de 9 élus. Cela montre clairement les possibilités qui s'ouvriraient si le mouvement avait des représentants indépendants dans les conseils municipaux, les législatures des États et le congrès.

Yes, we can !



# Berlin: Solidarität und Widerstand gegen Hassreden

Am 19. Dezember fuhr ein LKW mit voller Fahrt auf den Weihnachtsmarkt auf dem Breitscheidplatz am Zoologischen Garten in Berlin. Mindestens zwölf Menschen starben, 48 sind teils schwer verletzt. Obwohl die Hintergründe der Tat noch vollkommen unklar sind, begannen rechte Kräfte unmittelbar mobil zu machen und Politiker wie Seehofer forderten eine Änderung der Zuwanderungspolitik.

Die Opfer des gestrigen Tages waren unschuldige BesucherInnen und Beschäftigte des Weihnachtsmarktes sowie ein polnischer LKW Fahrer. Der Schock und das Gefühl, dass es jeden hätte treffen können, geht in der Stadt um und erfasst Menschen bundesweit.

## Reaktion von rechts

Noch bevor irgendwelche Fakten klar waren, äußerten sich bereits führende Figuren der AfD und versuchten den Schock, die Furcht und Anteilnahme für ihre Zwecke auszunutzen. Der NRW-Landesvorsitzende und EU-Abgeordnete der AfD Marcus Pretzell twitterte: „Es sind Merkels Tote!“ und impliziert damit, dass die Zuwanderung durch Geflüchtete ursächlich für den Anschlag sei. Eine Kampagne der NPD kündigte eine Demonstration am Bahnhof Zoo an unter dem Titel „Grenzen dicht machen – an Merkels Händen klebt Blut“. Die sozialen Medien sind voll von antimuslimischem Rassismus. Dem gilt es, entschlossen entgegenzutreten, egal wer für das Attentat verantwortlich ist. Denn sollte sich herausstellen, dass das Bekenner schreiben des Islamischen Staates authentisch ist, bedeutet das nicht, dass „der Islam“ oder „die Muslime“ verantwortlich sind, sondern eine rechte, reaktionäre und eine Diktatur anstrebende politische Bewegung deren Opfer vor allem

Muslime und Muslimas im Nahen und Mittleren Osten sind.



Die Rechten wollen uns entlang von Herkunft, Religion und Sexualität spalten, um ihr unsoziales Programm auszudrücken und haben gleichzeitig keine Lösungen gegen Terror anzubieten. Terrororganisationen haben es gar nicht nötig, für die Einreise auf Flüchtlingsrouten oder Asylrecht zurückzugreifen. Bei zwei Attentätern der Anschläge in Paris wird davon ausgegangen, dass sie sich als Flüchtlinge haben registrieren lassen, um Asylsuchende bewusst zu diskreditieren. Denn eine rassistische Reaktion nützt den reaktionären Gruppen des rechten politischen Islam. Krieg und rassistische Diskriminierung sind für sie gewichtige Argumente bei der Rekrutierung im In- und Ausland.

Auch die großen Medien haben sich nach dem Vorfall am Berliner Breitscheidplatz nicht mit Ruhm bekleckert. Bild.de übernahm dann sowohl Pakistan als auch Afghanistan als Herkunftsland und erklärte den Festgenommenen zum »Todes-Fahrer von Berlin«. Obwohl der Festgenommene zu diesem Zeitpunkt lediglich ein Tatverdächtiger war, blieb auch die in Berlin erscheinende Boulevard-Postille B.Z. mit der Überschrift "Täter bestreitet die Tat" konsequent bei ihrer Darstellung, dass es bereits einen Täter gebe.

Zu Recht herrscht eine große Empörung über die ersten Reaktionen von rechts. Viele Menschen teilten auf Facebook Kommentare oder Bilder mit der Aussage: „Terroristen und Rechten dürfen und werden nicht gewinnen!“

## **Kriegszustand?**

Auch Köpfe der etablierten Parteien waren schnell damit, Schlussfolgerungen zu ziehen. CSU-Chef Horst Seehofer forderte eine Änderung der Zuwanderungs- und Sicherheitspolitik. Dies sei man den Opfern schuldig. Der Vorsitzende der Innenministerkonferenz sprach davon, dass man sich im „Kriegszustand“ befände. Gegen wen ließ er offen. In einer Zeit wo die Bundesregierung Abschiebungen nach Afghanistan trotz großer Proteste durchführen ließ und Einsätze der Bundeswehr von Vielen abgelehnt werden, sind einige führende Politiker schnell damit die Trauer und den Schock auszunutzen, um ihre Forderungen nach staatlicher Aufrüstung und schärferen Asylgesetzen auf die Agenda zu bringen.

Es geht um eine furchtbare Tat. Eine Tat, die jeder rücksichtslose Attentäter hätte verüben können, fast überall.

Solange nicht die Ursachen beseitigt werden, die terroristischen Kräften eine soziale Basis unter Unterdrückten und Ausgebeuteten verschaffen, besteht die große Gefahr, dass sich ähnlich Schreckliches wiederholt.

Es herrscht eine große Wut über die Rechten, MigrantInnen haben Angst, dass es Racheakte gegen sie geben könnte. Immer wieder werden MigrantInnen, vor allem aus der arabischen Welt für etwas schuldig gemacht, dass die übergroße Mehrheit von Ihnen ablehnt.

Es gibt richtigerweise eine starke Stimmung, den Terroristen nicht nachzugeben, nicht in Panik zu verfallen, die Rechten nicht zu stärken und eine politische Instrumentalisierung der Tat nicht zuzulassen. Das ist richtig, reicht aber nicht. Gewerkschaften und Linke müssen die staatlichen Maßnahmen genau beobachten und ggf. kritisieren. Rassistische Vorverurteilung und rechte Mobilisierungen müssen bekämpft werden. Sollten Nazis demonstrieren, sollten sie massenhaft

gestoppt werden.

Unabhängig davon, wer für den Anschlag von Berlin verantwortlich, hat sich in den letzten Jahren eine Spirale von Krieg und Terror entwickelt, die immer mehr Menschen zutiefst beängstigt. Es muss deshalb auch darum gehen, einen Ausweg aus dem weltweit herrschenden kapitalistischen System aufzuzeigen, welches für diese Spirale verantwortlich ist und keine Lösung dafür anzubieten hat.

Quelle: [Sozialistische Alternative](#), [Neues Deutschland](#).

---

## **ING : hold-up sur l'emploi et les petits clients**

A l'échelle internationale, ING a annoncé la suppression de 7000 emplois. Pour la seule Belgique, la note est salée, puisque pas moins de 3500 emplois vont passer à la trappe. A ces chiffres s'ajoutent ceux de quelques autres banques et assurances qui ont annoncé des plans sociaux et à Caterpillar, qui veut purement et simplement fermer le site de Gosselies.

La Belgique vit actuellement un bain de sang social, qui s'ajoute à une austérité sans fin, imposée par le gouvernement le plus néo-libéral de l'après-guerre. Ces licenciements ont en commun qu'ils ne surviennent pas dans des entreprises en difficultés. Les bénéfices d'ING comme ceux de Caterpillar sont confortables à l'échelle locale et imposants sur le plan mondial.

Sur les 10 dernières années, ING Belgique a réalisé presque 11 milliards de bénéfices et reversé 7,2 milliards à ses

actionnaires. En outre, elle a bénéficié d'une réduction d'impôts de 1,9 milliards d'euros grâce au système des [intérêts notionnels](#), une spécialité belge qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts les intérêts qu'elles n'ont pas payés mais qu'elles auraient payés, si elles avaient emprunté pour réaliser leurs investissements. Le surréalisme se manifeste également en matière fiscale. Autre chiffre frappant : en moyenne, chaque employé d'ING Belgique a généré 100 000 euros de bénéfices, qui sont donc allés directement dans la poche des actionnaires.

### **Merci Patron!**

Nous sommes donc face à un capitalisme prédateur d'une férocité rarement atteinte. Le sauvetage des banques a été vite oublié et les banksters d'aujourd'hui n'ont aucune retenue pour mordre la main qui les a sauvés du précipice, lorsqu'ils étaient sur le point d'y sombrer. Car c'est toute la population qui a „cotisé“ pour leur sauver la mise. Aujourd'hui, ils entendent bien retourner à leurs bonnes vieilles habitudes, au plus grand mépris de leurs petits clients et de leurs employés.

Ils essaient en plus de justifier leur politique en évoquant les conséquences de la digitalisation. Il faut dénoncer cette imposture. La digitalisation est une tendance générale qui est à l'œuvre depuis plusieurs années et qui réduit sensiblement la charge de travail aux guichets. Mais il y a toujours des opérations qui ne se feront jamais à distance et qui nécessitent un contact humain entre le banquier et ses clients. La digitalisation pourrait être facilement « digérée » en réduisant le temps de travail sans perte de salaire.

### **Une banque réservée aux riches**

Ce qui se joue n'est pas simplement la conséquence d'une évolution technologique inéluctable, il s'agit d'un choix délibéré de changer le métier de la banque en profondeur. Le

rôle traditionnel d'une banque est de collecter l'épargne de la population pour alimenter l'investissement. Il s'agit d'une fonction importante dans l'économie.

Aujourd'hui, ING veut changer de métier : elle veut se concentrer sur les ménages fortunés et les gros investisseurs. Créer une sorte de club „select“ pour les riches. Si vous êtes un simple salarié et que vous désirez financer l'achat d'un appartement modeste, passez votre chemin. Pour une petite voiture, allez voir ailleurs. Si vous êtes chômeur, penchez-vous avant que les taux d'intérêt sur les cordes ne remontent !

Le nouveau modèle d'ING va pousser des milliers de clients vers la porte, après avoir viré les employés. Le carnage social sera viral. Mais ce n'est pas à cause de la digitalisation, c'est à cause d'une stratégie ultra-capitaliste mortifère.

Ce qui est le plus choquant, au-delà de l'arrogance patronale, c'est que le gouvernement ne tire aucune leçon de ce qui est en train de se passer. Oubliés les grands discours de 2008 sur la Finance qu'on allait mettre au pas, oubliée l'indispensable régulation du secteur financier. Et qui oserait encore rêver qu'on pourrait mettre un terme à la toute-puissance de l'argent. Pourtant, rappelez-vous, c'était dans toutes les bouches en 2008. Aujourd'hui, c'est fini. Qui plus est, le gouvernement belge justifie depuis des décennies les très gros cadeaux fiscaux offerts aux multinationales en évoquant d'hypothétiques effets positifs sur l'emploi. Personne n'a jamais vu la couleur de ces emplois, mais par contre, le trou dans le budget de l'Etat se creuse d'année en année, et ce sont toujours les mêmes qui sont invités à le combler.

### **Socialisme ou barbarie**

Que faire ? La négociation avec ce type de patrons est une voie sans issue. Ils sont capables de lâcher un peu de lest

pour calmer les gens durant quelques mois, et reprendront l'offensive par la suite. La seule réponse à la hauteur de cette agression serait de nationaliser la banque et de la placer sous le contrôle de ses employés. Idéalement, tout le secteur devrait suivre le même chemin. C'est uniquement de cette manière que la banque pourra faire son vrai métier au service de la population et de l'économie productive. L'Etat aura également la possibilité d'orienter les investissements vers les priorités vitales pour la population et vers des modes de production plus sûrs pour l'environnement et la santé. Oui, cela ressemble un peu au socialisme. Et cela nous éloignerait beaucoup de la barbarie qui monte. Il est temps. Grand temps.

---

## **Burkini : psychodrame sous le soleil**

**Même si vous étiez en vacances sur une île déserte, vous n'avez pas pu échapper au mauvais feuilleton de l'été: l'affaire du Burkini.**

Petit rappel des faits: quelques femmes ont eu l'idée d'aller se baigner sur les plages françaises avec une tenue couvrant une bonne partie de leur corps, dénommée "burkini". Rien d'extraordinaire jusqu'ici. Sauf que, quelques maires se sont mis à faire des vagues énormes en voyant derrière ces tenues la manoeuvre sournoise d'un Islam conquérant et oppresseur. Un nouveau péril venu du large risquait, tel un tsunami, d'engloutir les droits des femmes et les valeurs démocratiques. La République était en danger. Aux armes, citoyens...

Médusés, nous nous sommes pincés plusieurs fois pour être sûrs que nous n'étions pas en train de faire un mauvais rêve. Non, c'était bien réel. Le débat faisait rage sur toutes les chaînes et dans tous les journaux: "Pour ou contre le Burkini". C'était LA question du moment. Aucune autre n'avait plus d'importance. Oubliés le chômage, la croissance en panne, la Loi Travail... Le Burkini était devenu la question existentielle sur laquelle il fallait trancher.

Et quelques maires ont franchi le pas, en prononçant l'interdiction du burkini sur leurs plages, avec le soutien du Premier ministre Manuel Valls, dans sa posture favorite, celle du chevalier sans peur et sans reproche, au secours de la sacro-sainte laïcité.

Car oui, selon eux le burkini était contraire à la laïcité, en plus, il constituait une "atteinte aux droits des femmes". Ce furent les 2 arguments les plus utilisés, mais il faut souligner qu'il y en eut beaucoup d'autres, notamment liés à "l'hygiène" sur les plages, "l'ordre public" ou autres fumisteries qui posent des questions quant aux motivations réelles de la polémique, et accessoirement quant à la santé mentale des maires les plus agités.

Durant plusieurs semaines, le débat secoua la classe politique française et les médias, dont beaucoup surfaient sur l'émotion consécutive aux attentats de Nice pour justifier une politique de rejet de toute manifestation visible d'un Islam réputé "radical" ou simplement "politique". Quelques voix se sont heureusement élevées pour rappeler le sens originel de la laïcité, telle qu'elle avait été conçue et instaurée par ses fondateurs.

### **Du bon usage de la laïcité**

Le débat sur les vêtements religieux (ou supposés tels) avait été mené d'une manière claire et précise en 1903, et Aristide

Briand lui-même s'était opposé à certains laïques "radicaux" qui voulaient interdire la soutane ou d'autres signes extérieurs religieux dans l'espace public. L'argument de Briand n'a pas pris une ride: "Rien ne servirait d'interdire la soutane ou quelque vêtement religieux que ce soit, dans cette hypothèse, les curés et les tailleurs auraient tôt fait de s'entendre pour créer de nouveaux vêtements signalant l'appartenance religieuse de celui qui le porte".

Plus fondamentalement, il faut rappeler que la laïcité originelle impose à l'Etat de rester neutre, de ne pas s'immiscer dans les affaires religieuses, et vice versa. Le corollaire logique et pratique est **l'incompétence de l'Etat** en matière religieuse. Tout le contraire des discours et des politiques menés en France depuis l'interdiction du voile à l'école.

Or donc, concernant le burkini, ce qui devait arriver arriva, le conseil d'Etat fut saisi. Et, ô surprise, suspendit les arrêtés municipaux, en rappelant les libertés fondamentales et le droit, pour chacun, de se vêtir comme il l'entend. Statuant notamment que : *"Dans ces conditions, le maire ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs de police, édicter des dispositions qui interdisent l'accès à la plage et la baignade alors qu'elles ne reposent ni sur des risques avérés de troubles à l'ordre public ni, par ailleurs, sur des motifs d'hygiène ou de décence. L'arrêté litigieux a ainsi porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle"* CQFD.

## **Féminisme de pacotille**

Ce débat dont on se serait bien passé n'est en fait que la forme la plus outrancière d'un "féminisme" dont il faudrait une fois pour toutes se débarrasser: il s'agit d'un "féminisme" élitiste et factice qui prétend défendre les femmes opprimées contre leur propre gré, sans jamais leur

donner la parole, les consulter ni essayer de comprendre pourquoi elles portent ou non tel ou tel bout de tissu. Ceux qui prétendent défendre les femmes de cette façon ne sont en fait que de mauvais comédiens dont l'indignation à géométrie variable ne peut plus faire illusion. On ne les entend jamais dénoncer le fait que les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que leurs homologues masculins, qu'elles sont sous-représentées dans de nombreux métiers et postes à responsabilité, qu'elles sont victimes de harcèlement sexuel (à moins qu'il ne s'agisse que de "gauloiseries" qui font le "charme" de la France...), de violences, etc.

Non, pour défendre les femmes qui souffrent réellement, qui luttent contre les discriminations, qui revendiquent leurs droits, il n'y a plus personne. Pour défendre des femmes qui n'ont rien demandé, on trouve des meutes de moralistes prêts à en découdre avec les "barbus oppresseurs".

Ce psychodrame estival a en réalité mis à nu la "laïcité" à la française, qui est la négation même de ses principes fondateurs et qui est devenue au mieux une religion d'Etat, au pire le **dernier refuge des racistes**. Il est temps pour la gauche française d'en tirer toutes les conclusions pour ne plus tomber dans les guet-apens idéologiques de la droite.

Il est temps aussi de dénoncer l'islamophobie à peine dissimulée derrière ces faux débats, et de mener résolument le combat contre les discriminations et le racisme d'Etat qui lui, constitue un véritable problème avec son cortège de discriminations pour des milliers de citoyens français.

*Quelques lectures recommandées, pour approfondir le sujet:*

**"Black, blanc, beur... : La guerre civile aura-t-elle vraiment lieu ?"**, Stéphane Marteau, Pascale Tournier. 2006.

**“Du bon usage de la laïcité”**, Marc Jacquemain, Nadine Rosa-Rosso , Collectif, Christophe Page, **Alec De Vries. 2008**

**“Pour les Musulmans”**, Edwy Plenel. 2015

**“Islamophobie, Comment les élites française fabriquent le “problème musulman”**, Abdellali Hajjat, Marwan Mohamed. 2016

---

## **Belgique : syndicalisme décomplexé**

Depuis quelques mois, les travailleurs belges retrouvent le chemin de la lutte. Grèves et manifestations de masse se sont succédé à un rythme soutenu ces dernières semaines. Et un plan d'actions jusqu'à l'automne est déjà établi.

L'an dernier pourtant, les syndicats avaient été victime d'un virulent bashing de la part des médias et de la classe politique, notamment suite à quelques actions spontanées, comme le blocage d'une autoroute durant quelques heures. Ils se sont retrouvés sur la défensive, en s'excusant presque de déranger chaque fois qu'ils organisaient une action.

De son côté, la droite au gouvernement multipliait les attaques et les propositions visant à limiter le droit de grève et à museler les syndicats. Le spectacle désolant d'une droite qui cogne dur et de syndicalistes KO debout était difficile à supporter pour tous ceux qui ont une vague conscience de classe et qui savent que tous les droits sociaux dont ils bénéficient ont été arrachés de haute lutte, avec les syndicats.

Aucune victoire n'est éternelle... mais aucune défaite non plus. Et donc quelques mois plus tard, les syndicats belges sont remontés sur le ring avec l'esprit combatif qu'on attend d'eux.

On aurait pu craindre que les dramatiques attentats terroristes de Paris et Bruxelles n'obligent les travailleurs à remettre la lutte des classes aux calendes grecques, comme l'aurait souhaité le gouvernement, dont les gesticulations martiales masquaient difficilement l'incapacité totale à assurer la sécurité des citoyens. C'est exactement le contraire qui s'est produit.

Comment? Plusieurs éléments ont poussé les syndicats et leurs affiliés à l'action.

1. Le gouvernement n'a pas mis l'austérité en veilleuse suite aux attentats. Que du contraire, des mesures comparables à la réforme du code du travail français ont été mises sur la table.

2. Sur le plan sécuritaire, il est apparu que les syndicats avaient alerté les autorités sur des failles graves au niveau de la sécurité de l'aéroport national... Et que les autorités n'ont rien fait pour améliorer la situation. Même si personne n'oserait prétendre que les attentats auraient pu être évités si des mesures de sécurité avaient été prises à Zaventem, l'inaction du gouvernement a été très mal perçue. D'autant plus que d'autres manquements et incompétences avaient fait surface, entraînant notamment la démission de la ministre de la (im)mobilité.

3. Un mouvement de grève a touché une grande partie des prisons du royaume, qui souffrent depuis de nombreuses années de la surpopulation carcérale et du manque de moyens, notamment humains. Le mouvement de grogne a également gagné la magistrature, dont le sous-financement est flagrant, avec des

conséquences tragiques pour les justiciables. Le 1er magistrat du pays est même sorti de sa réserve et n'a pas hésité à traiter la Belgique d'"État voyou"!

Un État voyou qui continue pourtant à taper sur les plus faibles: chômeurs, malades de longue durée, salariés sommés de travailler plus pour gagner moins.

D'un côté une incapacité à assurer la protection des citoyens, le fonctionnement de la Justice et des services publics d'une manière générale. De l'autre côté, une ferveur et une efficacité redoutable pour rendre la vie plus dure à ceux qui travaillent déjà dur ou qui n'ont même pas la « chance » d'avoir un emploi. C'est sans doute ce contraste qui a mis le feu aux poudres de la contestation et qui a fait perdre aux syndicats une bonne partie de leurs complexes.

L'impopularité du gouvernement belge de droite atteint des sommets et certaines centrales syndicales n'ont pas hésité à exiger son départ. La coalition bancale et déséquilibrée sur le plan linguistique (seuls 20% des électeurs francophones sont représentés) est pourtant toujours en place. Le surréalisme belge n'est pas une légende...

Le fait est que la division de la Belgique en deux communautés (plus les germanophones, ce qui en fait trois) ne simplifie pas les choses au niveau du mouvement syndical. Le pouvoir joue habilement la division en calmant les uns, alors que les autres sont à la pointe du combat. Par ailleurs, les traditions syndicales sont différentes d'un côté de la frontière linguistique à l'autre, même si ces différences sont passablement amplifiées par les médias dominants.

Toujours est-il que les syndicats belges ont parfois du mal à parler d'une même voix et à rendre leurs actions et revendications cohérentes et intelligibles pour tous. Le syndicalisme de combat est bel et bien de retour. Mais une

stratégie résolue et unitaire fait encore un peu défaut. Pourtant, la situation évolue rapidement et l'attitude du gouvernement, qui vise purement et simplement à liquider le modèle de concertation sociale à la belge, pousse les syndicalistes les plus dociles sur le chemin de la lutte.

Les travailleurs en lutte ont également besoin de relais politiques. Et pour l'instant, ils sont un peu en manque. Le Parti du Travail de Belgique (PTB) est bien présent dans toutes les manifestations et intervient régulièrement au parlement pour soutenir leurs revendications. Mais étrangement, il ne réclame pas le départ du gouvernement. Il lui demande simplement de revoir sa copie. Cette "timidité" est difficile à comprendre. S'agirait-il d'un calcul politique en vue d'une alliance avec le Parti Socialiste (PS) après les prochaines élections?

A gauche toujours, le Parti Socialiste de Lutte (PSL) qui n'a ni l'envergure ni la représentation parlementaire du PTB, est présent dans les luttes et anime, avec ses modestes moyens, un débat sur l'élaboration du plan d'action et la stratégie à développer. Une chose est sûre: le match n'est pas terminé, et on s'attend à jouer les prolongations.

*Article publié par Léon Gaki*

---

**Charlie Hebdo : victime de la  
surenchère entre forces**

# réactionnaires

*Cet article a également été publié sur le site [socialisme.be](http://socialisme.be)*

Cette attaque d'une brutalité sans précédent a suscité une vague d'indignation et de colère qui a dépassé les frontières de l'Hexagone. Des dizaines de rassemblements spontanés se sont organisés dans de nombreuses villes de France, en Belgique et encore dans d'autres pays. La violence de l'attaque a créé une onde de choc qu'il est encore difficile de mesurer à l'heure actuelle, mais qui mettra du temps à s'apaiser.

Car toute attaque contre la liberté d'expression est une attaque contre tous nos droits fondamentaux : nos libertés individuelles, nos droits politiques, syndicaux... Ces droits n'existent pas seulement grâce aux lois et aux institutions « démocratiques ». Ils existent grâce aux hommes et aux femmes qui se lèvent chaque matin pour les défendre : journalistes, militants, travailleurs sociaux, délégués syndicaux, artistes... L'attaque contre Charlie Hebdo est un coup porté contre tous ceux-là.

La liberté d'expression que nous connaissons aujourd'hui est relative. Il ne saurait être question de liberté réelle tant que les magnats de la presse détiennent 90% des médias pour influencer l'opinion afin de défendre leur propre idéologie. Mais même de tels droits démocratiques limités (comme le droit de nous organiser, le droit de mener des actions collectives et la liberté d'expression) n'ont pu être arrachés que grâce à la lutte du mouvement des travailleurs.

## **Ne nous trompons pas d'ennemi**

Nous devons donc nous mobiliser pour défendre ces droits contre ceux qui veulent nous bâillonner. Mais dans cette lutte, il ne faut pas se tromper d'ennemi. Il faut aussi prendre garde aux faux amis. Ceci mérite quelques

explications.

Les gros amalgames se profilent déjà, en embuscade, venant de la droite et de l'extrême droite : « les terroristes sont des islamistes donc 'l'islamisation' de la France est un problème... ». Une communauté entière est assimilée à une poignée de fondamentalistes criminels. C'est tellement simple !

Et facile, tant le terrain a été patiemment préparé par de sinistres « polémistes » adeptes du suicide de la pensée et du déclin des valeurs humaines. Quelques faits divers avaient récemment fait monter le taux d'islamophobie dans l'atmosphère, comme signe prémonitoire d'une tempête qui s'annonçait.

A ceux qui seraient tentés par ces amalgames anti-musulmans, rappelons simplement deux faits. Premièrement, les victimes de la terreur islamiste sont majoritairement des musulmans. Ensuite, les islamistes n'ont pas le monopole de la terreur, bien au contraire : ces dernières décennies, les attaques contre les journaux étaient surtout le fait de l'extrême droite, de certains intégristes catholiques, ou encore des partisans de l'Algérie française...

En 2011, des dizaines de jeunes norvégiens sont tombés sous les balles d'un extrémiste de droite islamophobe. On pourrait multiplier les exemples...

### **L'unité contre le choc des civilisations**

Mais l'heure n'est pas aux décomptes macabres. L'heure est à la mobilisation des jeunes et des travailleurs pour la liberté d'expression, contre toute forme de terreur, de racisme et de discrimination. Il ne faut pas laisser l'extrême droite et les partisans du repli sur soi identitaire occuper le terrain.

Pour éviter qu'à ce drame, s'ajoute celui d'un « choc des civilisations », les syndicats, les organisations du mouvement

ouvrier, les associations doivent appeler à se rassembler et à rendre hommage aux victimes de Charlie Hebdo sur leurs propres bases : pour l'unité des travailleurs, des jeunes et de la grande majorité de la population quelles que soient son origine ou ses croyances, pour la liberté d'expression, contre tous les réactionnaires et les terroristes intégristes, contre les politiques racistes et impérialistes des gouvernements en France qui accroissent les divisions sectaires, l'intolérance et l'obscurantisme.

---

## Rouge belge

Après de longues années d'absence, la gauche radicale fait son retour dans les assemblées des différents niveaux de pouvoir en Belgique. Mais la Belgique ne fait pas exception au tableau européen : la droite radicale progresse également, même si l'extrême-droite pure et dure ne fait pas de percée comme c'est le cas malheureusement dans beaucoup de pays européens.

C'est donc le [PTB-GO](#) (Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture) qui enverra au total 8 élus dans les différentes assemblées. Le résultat final est peut-être un peu inférieur aux espoirs que les derniers sondages avaient fait naître, mais la victoire est bel et bien là : pour la première fois depuis plusieurs décennies, et après plusieurs tentatives infructueuses de construire des alternatives à la gauche du PS et d'Ecolo, la gauche radicale fait son retour aux parlements.

**La gauche radicale au parlement**

Le parti a triplé voire quadruplé ses résultats aux précédentes élections fédérales et régionales. Cela offre d'énormes possibilités mais entraîne aussi de grandes responsabilités quant à la manière d'organiser, de structurer et de diriger la résistance face à l'avalanche de casse sociale qui se prépare.

C'est surtout dans la partie francophone du pays que la percée est la plus marquée. Elle est particulièrement significative dans les bastions ouvriers de la région liégeoise. Elle résulte principalement de 3 facteurs cumulés :

1. Le PTB a réussi à se débarrasser, au moins en apparence, de son passé mao-stalinien, pour devenir une organisation large et plus « acceptable ». Il a également réussi à attirer vers lui des fractions de la gauche radicale, comme le [PC](#) (Parti communiste) et la [LCR](#) (Ligue communiste révolutionnaire).

2. Dans les rangs syndicaux, des fractions importantes se sont ouvertement distancées du Parti socialiste, en critiquant sa politique antisociale.

3. En conséquence, l'argument massue du Parti socialiste qui se présente comme seul rempart à la droite, notamment flamande, et qui martèle que « sans nous ce serait pire », fonctionne de moins en moins bien.

Cependant, ce sont surtout les écologistes qui ont perdu des plumes lors du dernier scrutin : leur score a quasiment été divisé par deux ! Ceci s'explique par un bilan très mitigé, y compris sur leur terrain de prédilection, l'écologie. Mais aussi par une droitisation progressive du parti « vert ».

La percée de la gauche radicale va donc apporter un souffle d'air frais dans les différentes assemblées, et notamment au parlement fédéral. Les partis traditionnels seront certainement étonnés de voir que, lors de la prochaine fermeture d'entreprise, des élus ne plient pas purement et

simplement l'échine devant « les lois du marché ». Ils ne pourront plus simplement applaudir la publication des bénéfices engrangés dans le privé ces dernières années, des cadeaux fiscaux, des subsides salariaux et autres baisses de charges.

Leur étonnement sera encore plus grand si les élus du PTB-GO sortent de leurs bureaux feutrés pour rejoindre les travailleurs en lutte, aux portes des usines. On attend aussi du PTB un soutien actif aux luttes sociales, non seulement au parlement mais surtout dans la construction de plans d'action susceptibles de changer le rapport de force.

### **Ouverture et radicalité**

Et si la discussion ne se limite plus à la négociation du recul social mais aborde aussi l'appropriation collective des moyens de production sous contrôle public en tant qu'alternative – le parlement sera profondément ébranlé.

La percée de la gauche radicale était attendue depuis longtemps. Sa concrétisation est porteuse d'espoir. Elle aurait pu être encore plus forte si le PTB-GO avait ouvert plus largement les portes à toutes les composantes de la gauche radicale, et notamment au [PSL](#) (Parti socialiste de Lutte), qui appelle depuis plus de 10 ans à la construction d'un rassemblement à gauche, capable de représenter valablement les travailleurs.

Toujours est-il que 8 élus c'est une première et belle victoire. On est en droit d'attendre qu'ils fassent au moins aussi bien que [Kshama Sawant](#), l'élue de [Socialist Alternative](#) à Seattle, qui a réussi, en organisant le mouvement social à la base, à obtenir une avancée sociale majeure : le salaire minimum à 15 dollars de l'heure. C'est le niveau le plus élevé de tous les Etats-Unis.

Cette victoire locale est devenue une source d'inspiration pour toute la classe ouvrière américaine. Elle montre comment

il est possible de transformer une victoire électorale en victoire politique et sociale, en organisant la lutte. Puissent nos camarades belges s'en inspirer.

---

## **Des jeux pas gays mais complètement givrés**

Avant même de commencer, les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi avaient battu un record: celui des JO les plus chers de l'histoire. 50 milliards de dollars, alors que les pouvoirs publics russes sont mis à la diète, notamment dans les services de santé où il y a des pénuries graves de personnel et même d'ambulances !

2ème « médaille » pour la Russie de Poutine : l'homophobie. Votées en juin 2013, les lois homophobes « interdisant toute propagande homosexuelle parmi les jeunes » ont suscité une vive indignation parmi de nombreuses organisations de défenses des droits des LGBTQI (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes) à travers le monde, certaines appelant au boycott des Jeux de Sotchi.

Des élus européens se sont eux aussi montrés inquiets et « demandent » par ailleurs à la Russie d'abroger la loi. La question des discriminations envers les homosexuels était jusqu'à présent simplement ignorée par le pouvoir russe. Les JO ont obligé le maire de Sotchi et Poutine lui-même à sortir de leur silence, soit en nous expliquant qu'il n'y avait pas de problème, soit d'une manière encore plus stupide en déclarant que [« les homosexuels sont les bienvenus à Sotchi, à condition qu'ils laissent les enfants tranquilles »](#)... Toujours

est-il que les députés russes se préparent à débattre très bientôt d'une nouvelle loi anti-gay qui retirera leurs droits parentaux aux homosexuels en raison de leur orientation.

### **Entre stupidité poutinienne et hypocrisie européenne**

De leur côté, l'Union européenne et Coca-Cola mènent une même politique hypocrite. La célèbre boisson gazeuse qui sponsorise les JO a récemment dévoilé une campagne de pub « gay-friendly » mais se tait dans toutes les langues sur les lois discriminatoires russes. Quant à l'Union européenne, ses dirigeants donnent des leçons de morale à Poutine alors qu'ils mettent en place et votent des politiques tout aussi réactionnaires et antisociales, comme l'illustre la loi anti-avortement récemment passée en Espagne ou encore le fait que près de 30 % des Grecs sont actuellement sans aucune couverture sociale.

### **Larbins crétiens**

L'esprit olympique n'a pas vraiment dopé le sens critique des journalistes. Au contraire, les commentateurs sportifs français rivalisaient dans leurs « disciplines » de prédilection :

1. La mysoginie et le sexisme
2. Le chauvinisme
3. La méconnaissance des sports qu'ils sont sensés commenter
4. Le placement de certaines marques et sponsors dans les commentaires

Bref, d'un point de vue journalistique, des records de médiocrité ont été battus, mais on n'a pas eu droit à une seule allusion critique sur l'organisation des Jeux. Peut-être ces dociles « journalistes » n'avaient-ils même pas remarqué qu'à peine arrivés à Sotchi, leurs ordinateurs portables et leurs téléphones avaient été [piratés](#) par les services de renseignement russes (FSB).

Heureusement, certains médias engagés se sont posé des

questions, comme par exemple : « [Pourquoi Sotchi ?](#) Choisir une station balnéaire désertée pour accueillir des JO d'hiver n'est pas plus stupide que choisir un émirat où règne des températures extrêmes (45°C) pour le mondial de foot. »

Reste que ces Jeux laissent un goût amer aux amoureux du sport dont nous faisons partie. Ils posent indirectement la question de la toute-puissance du business sur un grand nombre de disciplines sportives et de l'utilisation du sport à des fins politiques (ce qui n'est pas vraiment nouveau).

### **Que faire ?**

Alors que faire ? Faut-il fuir le sport pour ne pas participer à son aliénation ? Non, ce ne serait pas fair-play, et puis si tous les dégoûtés s'en vont, on sait trop bien ce qui restera.

La solution, ce serait plutôt de reprendre le pouvoir sur le sport, ses structures, son fonctionnement, afin de décider démocratiquement des règles du jeu. Comment ? Voici quelques pistes :

- Les fédérations sportives devraient être gérées par des représentants élus par les sportifs, les supporters, et le public (dont les parents des jeunes notamment).
- Des financements publics doivent être prévus pour toutes les disciplines, afin de démocratiser l'accès au sport. Le football qui était traditionnellement le sport le plus accessible (et le plus populaire) est devenu de moins en moins abordable pour les familles qui veulent inscrire leur enfant dans un club.
- L'organisation des compétitions devrait être confiée à des comités élus par les sportifs et indépendants des sponsors et autres financeurs privés.
- Le pluralisme (hommes / femmes / handicapés...) devrait être introduit dans les épreuves relais ou dans les sports collectifs où cela est praticable. Ce serait une manière de faire vivre une véritable fraternité au travers du sport.

Bref, pour devenir plus sain, le sport a besoin d'une véritable révolution. Car ce qui devrait être avant tout un loisir populaire et un facteur de santé publique ne peut pas être laissé aux mains des marchands du temple. En sport comme dans la société, il est temps de marquer des buts contre le capitalisme.

---

## **Intérêts notionnels : la dernière blague belge**

Le renouveau politique annoncé par la coalition gambienne a rapidement montré ses limites sur le plan socio-économique : il ne sera donc pas question de faire payer la crise par ceux qui l'ont provoquée. La hausse de la TVA est même revenue à l'ordre du jour. Mais un point du programme est resté quelque peu dans l'ombre : les intérêts notionnels.

Quand on veut faire du renouveau, il faut trouver des idées originales. Alors pourquoi ne pas recycler celles des autres ? Rien de mal a priori. Le problème c'est d'emprunter la mesure fiscale la plus catastrophique jamais inventée par la Belgique, qui possède pourtant un certain « talent » en la matière.

De quoi s'agit-il ? Les intérêts notionnels ont été mis en place pour compenser la disparition des « [centres de coordination](#) » condamnés par l'Europe. Ce dispositif avait

attiré une grande quantité de multinationales en Belgique, pour y ouvrir des centres de coordination qui leur permettaient de défiscaliser une bonne partie de leurs bénéfices. Les intérêts notionnels ont donc été mis au point pour les inciter à rester.

De quoi s'agit-il exactement ? Prenons une entreprise qui fait des investissements. Elle demande un prêt à sa banque pour les financer. Elle paye donc des intérêts sur cet emprunt. Elle peut ensuite déduire de ses revenus les intérêts versés à la banque. Si elle finance ses investissements sur fonds propres, elle ne peut pas déduire d'intérêts puisqu'elle n'en paye pas. Logique. Sauf que les intérêts notionnels permettent aux entreprises de déclarer les charges d'intérêts qu'elles auraient payés si elles avaient dû emprunter. D'où le terme « notionnel ».

### **Bilan désastreux**

Les défenseurs de la mesure nous ont expliqué qu'il s'agissait d'encourager les entreprises à se financer sur fonds propres, surtout dans le contexte de crise financière qui rendait plus difficile l'accès au crédit. Soit. Toujours est-il que si l'on fait le bilan de cette mesure en Belgique, il est plutôt désastreux. Aucun emploi créé. Aucune richesse non plus. Par contre, des géants de l'industrie comme Mittal sont très contents d'avoir réussi à payer moins d'impôts qu'un seul de leurs ouvriers. Et les finances publiques ont perdu plusieurs milliards d'euro par an.

Il y a un peu plus d'un an, Bruno Colmant, le créateur des intérêts notionnels, faisait lui-même un bilan critique de la mesure, en avouant qu'elle avait fait l'objet de gros abus au travers de multinationales qui établissaient une filiale financière très fortement capitalisée en Belgique, sans rien apporter à l'économie nationale.

Depuis leur création, les intérêts notionnels ont été

« adoucis » : leur taux a été réduit. Mais le principe reste le même : offrir des cadeaux fiscaux à ceux qui n'en ont pas besoin puisqu'ils ont les moyens d'investir sans emprunter. Pour les salariés et les indépendants, l'imposition est tout sauf « notionnelle » : pour déduire des frais professionnels, il faut qu'ils soient bien réels et dûment justifiés.

### **Fiscalité inversée**

En recourant à cette mesure, le Luxembourg tenterait de bénéficier à son tour d'une niche fiscale totalement improductive. Au départ, l'impôt est fait pour redistribuer les revenus. Les plus gros revenus contribuent davantage au bien commun. Avec les intérêts notionnels, c'est le contraire. Ceux qui font le plus de bénéfices payent le moins.

Est-ce cela le renouveau promis ? Au lieu de développer une économie au service des besoins de la population et créatrice d'emplois nouveaux, on fait des cadeaux aux grands patrons ! Politiquement, le scénario est cousu de fil blanc : les socialistes voteront les intérêts notionnels les yeux fermés. Dans deux ans, ils pousseront des cris contre les dérives et les abus de cette mesure (anti)fiscale. Mais ils ne pourront pas dire qu'on ne les avait pas prévenus.